



Extrait du UJFP

<https://ujfp.org/spip.php?article4252>

Ici et ailleurs

- L'UJFP en action - Les plumes de l'UJFP -



Date de mise en ligne : vendredi 19 juin 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Haïfa 19 juin 2015

Michèle Sibony

Je suis arrivée en Israël une première fois cette année 2015 le 6 janvier, veille du 7, et l'écho des attentats a résonné ici de façon impressionnante sur la proximité France-Israël, l'affaire Orange que je viens d'observer ici à nouveau, finit d'annuler la distance qui sépare ces deux pays, dans la connivence, la complicité, la hargne ou la colère.

Première question à se poser, de nombreuses entreprises européennes néerlandaises allemandes ont désinvesti des banques israéliennes, à la suite des directives européennes sur les entreprises agissant en territoire occupé, de très nombreux fonds de pension britanniques, nord américains, norvégiens, suédois, ont désinvesti d'entreprises israéliennes en raison de leurs liens avec l'occupation et de la colonisation illégale, de grands syndicats nord américains et britanniques, ont annoncé leur inscription dans le BDS. Certes cela a fait du bruit ici, mais c'est la première fois que l'on voit « imposer » à un patron étranger de se déplacer pour venir s'excuser.. La France serait-elle considérée comme un territoire conquis, non plus à convaincre, mais à mettre au pas si elle ose bouger ? Il est évident que cela n'est possible qu'avec l'assentiment du gouvernement français. Il aurait suffi d'une parole forte de notre ministre des affaires étrangères, pour remettre le gouvernement d'ici à sa place.

C'est une des raisons pour laquelle on peut parler de connivence voire même de complicité. Il y en a d'autres.

BDS /SS ?

C'est ce que l'on voudrait bien nous faire croire ici et ailleurs.. Alors pour que les choses soient claires, ici : Omar Barghouti un des cofondateurs du BNC (comité national du BDS palestinien) a accepté d'être interviewé par un palestinien d'Israël pour un journal israélien, malgré le Boycott qu'il applique aussi sur les media israéliens, après la présentation que le journal yediyot Aharonot a fait de lui, en monstre diabolique et antisémite. [La traduction de l'article](#) mérite d'être lue.

Un jeune journaliste palestinien d'Israël aussi m'a récemment fait remarquer que la presse israélienne et la classe politique ont subitement cessé d'utiliser le mot de *herem* pour parler du BDS, qui signifie littéralement « exclusion » et par extension boycott (terme d'origine religieuse désignant tout ce qui doit être exclu ou interdit comme non conforme à la loi juive). Ils utilisent tous à présent les trois lettres fatidiques ce qui est sans doute un signe de l'entrée massive du BDS dans la conscience publique, mais aussi dit il en riant, BDS ça fait plus moderne et ça sonne comme SS.

Je l'ai déjà écrit récemment, la presse israélienne a littéralement explosé sur le BDS, des dizaines d'articles occupant près du tiers des journaux quotidiens, certains déclinant les atteintes concrètes du BDS sur la vie économique culturelle universitaire et sportive, d'autres regrettant que les déclarations tonitruantes du chef du gouvernement actuel aient braqué les projecteurs sur le BDS lui donnant une importance et une notoriété usurpées. D'autres criant à l'antisémitisme, d'autres rappelant les liens entre BDS et l'occupation. Des millions ont été à nouveau affectés à la hasbara (propagande) pour lutter contre le BDS dans le monde.. L'affaire Orange a été traduite ici en termes d'attaque inacceptable et les excuses de Stéphane Richard (démentant d'ailleurs toutes les affirmations israéliennes contre le BDS sur le fait qu'on ne devrait pas mélanger business et politique) sont tombées à plat, et on a vu le

jamais vu se produire : il a dû venir jusqu'ici en personne, présenter des excuses au chef du gouvernement israélien. Mais cela ne suffit pas bien sûr, cela ne peut suffire, il a démontré qu'il « ne nous aime pas ». Et curieusement c'est la plus insupportable blessure ici.

Pourtant quelques éléments devraient faire réfléchir au moins là-bas, en France, sur ceux qui affirment leur soutien à Israël, et je ne parle même pas des juifs sionistes du CRIF comme Marc Knobel qui titre [son article](#) dans le Huffington Post « Le boycott des produits israéliens, cette étoile jaune économique » sic !, mais des complicités politiques et policières qui permettent à la frange la plus violente d'entre eux, des attaques répétées contre le mouvement de solidarité avec la Palestine, menaces de mort, harcèlement téléphonique, envoi de la police la nuit chez les personnes, arrestations et interrogatoire des victimes (Pierre Stambul coprésident de l'UJFP violemment arrêté et interrogé plusieurs heures par le RAID, Jean Guy Greilsamer coprésident de l'UJFP réveillé en pleine nuit par la police parce que quelqu'un se faisant passer pour lui a téléphoné à la police pour déclarer qu'il venait d'assassiner son épouse, Jean Claude Lefort de l'AFPS subit la même histoire, puis Taoufiq Tahani de l'AFPS est harcelé au téléphone en pleine nuit, puis des journalistes Pierre Haski Daniel Schneiderman, Denis Sieffert...), diffusion de listes de personnes désignées à la vindicte sioniste, piratages des sites associatifs, de lignes téléphoniques privées... tout cela en toute impunité, rappelons aussi que ce type d'attaque a coûté la vie au père d'un journaliste de Rue 89. Et pour l'instant seul répond l'arrogant silence du gouvernement français aux demandes d'audience de l'UJFP. On peut imaginer qu'il aurait agi différemment si c'était des membres du CRIF qui étaient harcelés de cette façon, fort heureusement le mouvement de solidarité avec la Palestine ne pratique pas de telles méthodes d'intimidation.

Il y aurait donc pour ce gouvernement (comme pour le précédent d'ailleurs) deux types d'antisémitisme, celui qui vise les soutiens sionistes d'Israël en France, et qu'il faut protéger à tout prix, en harmonie avec Benyamin Netanyahu, et celui qui vise des juifs non sionistes qui est autorisé et sur qui toute violence pourrait impunément s'exercer ?

On peut se demander de façon plus générale ce qui a présidé à l'empressement français dès le lancement de la campagne BDS France à tenter de pénaliser ce mouvement citoyen par le moyen de la circulaire Aliot-Marie, sur laquelle le gouvernement dit socialiste actuel n'a pas voulu revenir, faisant de la France un cas unique au monde, obligeant des tribunaux à statuer (le plus souvent en la faveur des incriminés) pour incitation à la haine raciale...

Quinze ans de soulèvement dans les Territoires occupés palestiniens

Alors quelques rappels utiles pour expliquer le BDS : septembre prochain sera le sinistre anniversaire des 15 années de soulèvement des Territoires palestiniens occupés, quinze ans de souffrances terribles sous la botte d'une armée de plus en plus violente à l'égard de la population civile, d'une colonisation qui s'est développée selon le plan d'Ariel Sharon sans que rien ni personne ne puisse (ou ne veuille réellement) la freiner. Tous les plans de paix internationaux qui se sont succédés, en passant par la feuille de route et Annapolis, et demandaient le *gel de la colonisation* ont été immédiatement et systématiquement suivis d'annonces israéliennes de nouvelles implantations programmées. La réponse était claire : cause toujours...

Des centaines d'hectares de terrains agricoles ont été ravagés, des centaines d'habitations détruites, des villages, des quartiers entiers parfois. Des dizaines de ministres et députés palestiniens des territoires occupés ont été mis en prison, des assassinats extra-judiciaires ont éradiqué d'abord une classe entière de personnalités politiques palestiniennes justement impliquées et partie prenante du processus d'Oslo, avant d'atteindre ceux d'autres groupes politiques comme le Hamas.

En quinze ans le régime s'est aussi durci envers les citoyens palestiniens d'Israël, des dizaines de lois ségrégatives et discriminantes ont été votées limitant leurs droits constitutionnels, [1] des milliers de prisonniers politiques croupissent dans les prisons israéliennes, les grèves de la faim se sont succédées de plus en plus longues pour

obtenir un minimum de conditions décentes dans les prisons comme le droit de visite des familles, et la fin du système arbitraire de la détention administrative qui maintient emprisonnés des individus parfois des années sans procès. Les accords passés à la suite de ces grèves ont tous été violés par Israël, et la plupart des prisonniers libérés dans l'échange Shalit ont été remis en prison en juin dernier dans l'immense razzia militaire qui a suivi le rapt et l'assassinat de trois jeunes colons. Il est fortement question d'une reprise de la grève de la faim après le ramadan dit-on ici dans la presse, et une loi vient de passer autorisant l'alimentation forcée des grévistes en danger contre l'avis des médecins israéliens qui ne veulent pas contrevenir à la législation internationale sur le régime des prisonniers qui engage Israël. De plus en plus de jeunes mineurs moins de 15 ans sont arrêtés et violentés par l'armée et en prison. La judaïsation forcée du Néguev au sud d'Israël est engagée programmant l'expulsion de milliers de bédouins vers des villes de regroupement, et la destruction de leurs villages. Si le Plan Prager qui organisait cette expulsion a été officiellement retiré, suite à une campagne internationale, il s'applique sur le terrain tranquillement, (voir le cas de Um Alhiran [\[2\]](#)) .

La géographie israélienne a intégré les zones occupées, et la continuité juive doit s'établir entre elles et le territoire israélien. Du Sud Hébron vers le Néguev, et entre les zones colonisées et le reste d'Israël. Le mur déclaré illégal par la Cour Internationale de Justice, dessine les enclaves palestiniennes et les zones annexées, et deux réseaux distincts de routes et de tunnels relient les zones juives entre elles et les cantons palestiniens entre eux. Plus de check points à l'intérieur des cantons, mais autour d'eux, transformés en véritables postes frontières.

Gaza dont on commémore et analyse ici les 10 ans du retrait israélien unilatéral, à grand renfort de mouchoirs pour pleurer la douleur des colons ramenés de force par l'armée sur le territoire israélien, a subi des attaques répétées d'une violence exponentielle. Hier la télévision israélienne interviewait des soldats et soldates qui ont participé à ce retrait et qui expliquaient leur douleur d'avoir du faire ce travail. Alors que des voix politiques et militaires expriment la nécessité de frapper à nouveau Gaza, les journaux débordent depuis hier de l'analyse des chiffres des tués civils de cet été. Netanyahu se moque ouvertement du rapport de l'ONU « je n'ai pas de temps à perdre pour le lire ». L'armée publie d'autres chiffres, tout en refusant de donner ses bases de calcul, documents classifiés, il n'y aurait eu que la moitié du chiffre annoncé par l'ONU de morts civiles. Faut-il en conclure alors que tout est bien ? La nausée que cette bataille de chiffres déshumanisée provoque est limitée, tant le public est conditionné à voir dans Gaza le diable.

Face à ce désastre, quelle puissance internationale, quel gouvernement, quels grands médias, quelle Europe ont-ils levé le petit doigt ? Qui a tenté d'empêcher quoi que ce soit de cette liste d'exactions ? Qui a tenté de sanctionner la construction du mur, de faire respecter les traités internationaux violés par Israël ? Au contraire tous les rapports d'experts sur la situation de Jérusalem, de Gaza, des territoires palestiniens, ont été enterrés par leurs commanditaires officiels. Qui rappelle qu'il s'agit d'une occupation militaire assortie d'une colonisation de peuplement, illégales, et que la résistance de tout peuple occupé est légitime ?

Certes il y a bien d'autres zones de conflits violents dans le monde, que le régime israélien et ses soutiens français ne se privent pas d'énumérer, mais aucune n'implique la responsabilité européenne comme celle-ci. Le Congo ou le Soudan ne sont pas les associés commerciaux et militaires privilégiés de l'UE, leurs produits agricoles, industriels et militaires n'envahissent pas nos marchés, leurs liens de coopération à tous les niveaux sont sans commune mesure avec ceux que l'UE entretient avec Israël. Leur situation stratégique n'a quasiment aucun impact sur l'Occident. La démolition de l'Irak et même de la Syrie aujourd'hui si elle participe d'une recomposition du Moyen Orient en cours, n'ôte pas à Israël son rôle de carte maîtresse occidentale dans ce paysage ravagé. Ce pion occidental doit rester stable quel qu'en soit le prix pour ceux qui stratégiquement n'ont rien à offrir... Pour l'instant.

C'est cette situation qui explique le BDS et aucune autre.

Dans ce monde impérial qui est prêt à sacrifier la soif de justice d'un peuple résistant depuis 67 ans, à l'expulsion et

au déracinement de sa terre, à l'occupation à la colonisation, il faut d'abord se souvenir que les campagnes internationales du BDS répondent à un appel. Le peuple palestinien en diaspora dans les camps de réfugiés, en Israël ou dans les territoires de 67 ou à Gaza est vivant, il résiste et refuse de se soumettre, et c'est à son appel que les sociétés civiles du monde se mobilisent. Mais il y a autre chose, si les Palestiniens n'ont rien à offrir dans la stratégie guerrière et impériale visant le Moyen Orient, ils touchent par leur foi en la justice et leur résistance farouche les millions de gens brimés ou écrasés par l'Empire partout dans le monde, et ou par les régimes autoritaires qu'ils subissent. **La racine révolutionnaire de la lutte palestinienne demeure un ferment de résistance dans le monde.** La résistance palestinienne s'est en effet inscrite dès le début des années soixante dans le mouvement de la révolution, et le peuple palestinien entré en résistance s'est immédiatement proclamé peuple de combattants révolutionnaires. Ainsi dans l'affrontement de ces deux mondes si Israël se fait une place toujours plus ancrée dans l'impérialisme, la Palestine en devenir trouve son soutien chez tous ceux qui pensent qu'un autre monde est possible et souhaitent son avènement.

Et l'antisémitisme dans tout cela ? Il est clair que l'instrumentalisation de la destruction des juifs d'Europe par le sionisme et Israël, l'assimilation forcée à coup de propagande de tout juif à Israël, a fini par désigner les juifs comme victimes potentielles de tous les ressentiments contre Israël, ce qui est une catastrophe pour les juifs d'Europe notamment. La dérive droitière voire d'extrême droite de l'Europe ultra libérale fait aussi resurgir l'antisémitisme européen de réseaux d'extrême droite. Mais attention, les liens établis par Marine Le Pen et Louis Alliot plusieurs fois reçus officiellement en Israël montrent une redistribution des cartes, qui assimile les ennemis arabes communs là bas et ici, et efface le racisme profondément antisémite du FN. Les ennemis de nos ennemis ...

La campagne BDS France comme la campagne internationale du BDS tient une ligne précise et lisible : elle n'a rien à voir avec un racisme quelconque, elle est un outil politique citoyen et pacifique à usage politique et pacifique, obtenir par le boycott et le désinvestissement ce qu'aucun gouvernement européen et occidental ne veut : des sanctions qui obligent Israël à changer de régime, et à rétablir enfin les Palestiniens dans leurs droits. N'en déplaise à Marc Knobel et à son titre.

Il est étonnant par contre qu'à aucun moment les opposants du BDS n'acceptent de considérer ne serait-ce que les quinze années de torture que ce régime vient d'infliger au peuple palestinien. Hitler avait annoncé le programme nazi dans Mein Kampf, il suffit de lire l'appel du BDS pour connaître son programme [3] qu' Omar Barghouti résume ainsi dans son article : « *Le mouvement BDS réclame : la fin de l'occupation par Israël des territoires palestiniens et arabes depuis 1967, y compris le démantèlement du mur et des colonies ; la fin du système israélien de discrimination raciale à l'égard de ses citoyens palestiniens ; le respect du droit fondamental, avalisé par les Nations unies, des réfugiés palestiniens à regagner leurs foyers.* »

Ces opposants du BDS ne s'interrogent jamais sur le Boycott de fait permanent qui sévit sur la Palestine dans les médias et les politiques occidentales, ni sur les sanctions inadmissibles qui lui sont régulièrement appliquées comme le blocage récurrent des fonds européens, le siège de la bande de Gaza depuis 2007, ils n'évoquent jamais les sanctions prises à l'égard d'autres États comme l'Irak, l'Iran très récemment la Russie... préférant maintenir l'idée d'une antipathie exclusive et antisémite à l'égard d'Israël. C'est précisément l'inverse qui se joue, Israël jouit d'une impunité extraordinaire qui renforce la colère à son égard.

Le même Knobel se piège d'ailleurs dans sa volonté de tordre les événements et les concepts et révèle au fond ce qui sous-tend la violente opposition au BDS.

Il écrit en effet : « *Le résultat auquel se proposent d'aboutir les partisans du boycott est simple : qu'Israël soit identifié à un régime d'apartheid, la discrimination juridique à l'endroit des noirs étant transposée en une discrimination également condamnable à l'endroit des palestiniens. Ce faisant, en assimilant Israël à un régime d'apartheid, ils tendent à banaliser l'idée qu'Israël serait un État éphémère, comme l'a été à l'époque l'Afrique du Sud blanche. Cet*

amalgame participe donc à la fois d'une grande confusion (conceptuelle), d'une malhonnêteté (intellectuelle) qui doit continuer d'être condamné, non seulement moralement, mais aussi juridiquement. »

Sans épiloguer sur la malhonnêteté intellectuelle, sachant que Knobel n'utilise pas par erreur un mot à la place d'un autre, sa confusion des termes est révélatrice : il amalgame en effet les termes de Régime et d'État à sa convenance, pour finir par indiquer que l'on voudrait accrédiiter l'idée d'un État d'Israël éphémère *comme l'a été à l'époque l'Afrique du Sud blanche*. Or précisément le boycott de l'Apartheid sud africain n'a jamais visé au démantèlement de l'État d'Afrique du Sud mais à celui du Régime de la Séparation (c'est le sens du mot Apartheid) qui y sévissait. Cette confusion volontaire des termes si elle renvoie à la crainte existentielle de la disparition d'Israël, révèle surtout que pour Knobel il n'est pas question de mettre fin au régime de séparation israélien parce que cela signifierait pour lui la fin de l'Israël qu'il connaît. Pour les organisations palestiniennes auteures de l'appel du BDS, pour le nombre croissant des Israéliens impliqués dans le BDS, pour les milliers de juifs militants du BDS comme le note avec fierté Omar Barghouti, et pour des centaines de milliers de militants du BDS dans le monde, **c'est le régime colonial et d'Apartheid (de séparation) israélien qui doit cesser**. Mais c'est précisément cela qui gêne Knobel. Il tient à ce qu'Israël reste un État à majorité juive, démocratique pour les juifs, séparé autant que possible des palestiniens, et cela quel qu' en soit le prix pour le peuple palestinien.

En cela, lui et tous ceux qui se reconnaissent dans son texte se sentent effectivement menacés exactement comme la minorité blanche sud africaine qui avait installé le régime de Apartheid dans l'État d'Afrique du Sud.

[1] sur la liste des lois discriminant les citoyens palestiniens d'Israël voir le site de ADALAH, le centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël : <http://www.adalah.org/en/law/index>

[2] <http://www.uifp.org/spip.php?article4224>

[3] http://www.bdsfrance.org/index.php?option=com_content&view=article&id=20%3Aappel-de-la-societe-civilepalestinienne&catid=1%3Apresentation&Itemid=2&lang=fr